

Non classifié

EDU(2005)7

Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

08-Sep-2005

Français - Or. Anglais

DIRECTION DE L'EDUCATION

EDU(2005)7
Non classifié

**NOUVELLES QUESTIONS POLITIQUES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION
DANS LES PAYS DE L'OCDE**

Réunion des hauts responsables de l'éducation des pays de l'OCDE

Copenhague, 22-23 septembre 2005

Cette note regroupe les nouvelles questions politiques identifiées par des pays en trois grands thèmes de discussion.

Barry McGaw, Directeur de l'éducation.
Courrier électronique : barry.mcgaw@oecd.org. téléphone : +33 1 45 24 92 10

JT00189110

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Français - Or. Anglais

NOUVELLES QUESTIONS POLITIQUES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION DANS LES PAYS DE L'OCDE

1. Afin de préparer cette réunion, les hauts responsables des ministères de l'éducation des pays membres et observateurs ont été invités à définir les questions de fond auxquelles ils pensent être confrontés dans les trois à cinq ans à venir.

2. Vingt-cinq pays membres de l'OCDE et deux pays observateurs ont répondu à cette demande¹. Le Secrétariat a retenu ce qu'il considère comme les points les plus importants et les a classés dans le présent document en trois grands thèmes autour desquels les discussions à Copenhague seront organisées. Les débats permettront de déterminer les objectifs stratégiques qui guideront les travaux de l'OCDE dans le domaine de l'éducation à partir de 2007 et pour les trois à quatre années suivantes².

3. Les discussions de Copenhague s'attacheront à deux questions pour chaque point étudié :

- A quels dilemmes sont confrontés les pouvoirs publics ?
- Quelles sont les répercussions sur les travaux futurs de l'OCDE dans le domaine de l'éducation ?

4. Au début de chaque séance, un participant présentera brièvement et de façon informelle les principaux dilemmes auxquels les pouvoirs publics sont confrontés dans le domaine étudié. Pour chaque séance, on demandera à un autre participant de noter les points et les tâches qui pourraient être confiés à l'OCDE, et, vers la fin de la séance, d'ouvrir les discussions sur la seconde question indiquée ci-dessus.

5. Les trois grands thèmes de discussion sont les suivants :

Qualité, équité et efficience

6. Améliorer la qualité de l'enseignement et l'équité des résultats constitue l'un des principaux objectifs des pays depuis quelques années. Les questions de fond définies par les pays montrent qu'il reste beaucoup à faire, notamment dans les domaines suivants :

- Qualité : culture de l'évaluation, rôle des systèmes de comparaison internationale, enseignement et apprentissage individualisés, personnalisation du soutien scolaire et de la motivation.
- Équité : taux d'abandon, échec scolaire, insertion des personnes issues de l'immigration et de minorités, matériel/contenu/évaluation/pédagogie spécifique pour les populations vulnérables.

7. En outre, les réponses des pays montrent que l'efficience des systèmes éducatifs (réduire les coûts sans compromettre la qualité et l'équité) est un objectif d'importance croissante dans plusieurs pays au vu notamment de la situation des finances publiques. Les problèmes d'efficience sont liés aux résultats des établissements comme des enseignants.

- Établissements : autonomie, décentralisation, direction, suivi et transparence, gouvernance, système d'information sur les résultats des établissements, capacité d'innovation des

établissements, gestion des connaissances, partenariats avec les parties prenantes, préparation à la baisse des effectifs en raison de l'évolution démographique.

- Enseignants : recrutement et plan de carrière, formation, évaluation des compétences et des résultats, mobilité au sein et en dehors de la profession, utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), mise en œuvre de pratiques exemplaires, amélioration du statut des enseignants.

La formation tout au long de la vie et le défi de l'emploi

8. Les problèmes recensés par les pays au cours de la première réunion des hauts responsables en 2003 concernaient l'accueil et l'éducation de la prime enfance, les systèmes nationaux de certification, la politique en matière d'orientation professionnelle, le financement de la formation tout au long de la vie ainsi que les types formel, non formel et informel de formation des adultes. A partir des questions politiques identifiées par les pays, il semble que la priorité soit l'emploi (augmenter le taux d'activité, faire baisser le chômage, améliorer la productivité) et notamment comment améliorer la situation en matière d'enseignement professionnel, de formation professionnelle et de formation des adultes.

- Enseignement professionnel et formation professionnelle : problèmes de quantité, de qualité et de financement, amélioration des systèmes d'information et d'orientation, perméabilité entre différents parcours éducatifs, coopération entre toutes les parties prenantes aux niveaux national et régional, liaison entre le monde de la formation et celui du travail.
- Formation des adultes : adaptation de la main-d'œuvre aux besoins de l'économie du savoir et à la situation démographique (vieillesse des populations, par exemple), problèmes de financement et de mesures d'incitation, système national de certification, coopération entre les parties prenantes, utilisation des TIC, liens avec les autres politiques socio-économiques, évaluation internationale des compétences des adultes.

Les enjeux de la mondialisation

9. La dernière fois, la mondialisation avait été abordée sous l'angle des défis qu'elle entraîne pour l'enseignement supérieur. Certains pays considèrent toujours la réforme de ce secteur comme une question de fond, à laquelle s'ajoutent d'autres questions liées au processus de mondialisation.

- L'enseignement supérieur face à la mondialisation : structures de certification, processus de Bologne, élargissement du rôle traditionnel de l'enseignement supérieur, réformes des systèmes de gouvernance, évaluation et assurance de la qualité, financement, capacités et financement de la recherche, compétitivité de l'enseignement supérieur, qualité du corps enseignant, demande de nouvelles compétences, attrait des carrières scientifiques, innovation et capital intellectuel, coopération avec le secteur privé et les établissements d'enseignement supérieur.
- Migration : coordination entre la politique de l'éducation et la politique de l'immigration, fuite/apport/circulation de matière grise.
- Besoins éducatifs d'une société du savoir multiculturelle.

1. Le nombre total de politiques identifiées est assez important, certains pays en ayant soumis plus de vingt, alors que d'autres n'en ont proposé que quelques-unes. Reste à savoir si ces variations traduisent des différences dans le nombre de problèmes recensés ou dans le choix des réponses.

Il avait été demandé aux hauts responsables de définir des questions de fond, pas nécessairement des nouveaux défis, et, en effet, la plupart des points recensés ne sont pas nouveaux. Certains méritent toutefois d'être notés dans ce contexte, par exemple :

- Étendre le rôle traditionnel de l'enseignement supérieur aux nouveaux besoins de l'économie et de la société (République tchèque).
- Raccourcir et concentrer le cursus des jeunes dans le système éducatif par des encouragements et de nouvelles incitations (Danemark).
- Abaisser l'âge moyen d'obtention d'un diplôme afin d'avancer l'entrée dans la vie active (Danemark).
- Élaborer un cursus permettant un passage de l'école au marché du travail plus efficient (Belgique – Communauté flamande).
- Intensifier la formation initiale afin d'accélérer le passage à la vie active et d'augmenter le taux d'emploi (Finlande).
- Faire en sorte que la quasi-totalité du groupe d'âge atteigne au minimum le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (Finlande, Suisse).
- Comprendre la dynamique de l'évolution au sein des systèmes éducatifs (Nouvelle-Zélande).
- Augmenter la diversité des prestataires, en faisant appel à plus d'organismes privés, publics et bénévoles (Royaume-Uni).
- Réduire le fossé en matière de compétences avec les principaux partenaires de l'OCDE (Royaume-Uni).

2. Les objectifs stratégiques qui sous-tendent les travaux de l'OCDE sur l'éducation depuis la première réunion des hauts responsables en 2003 sont les suivants :

1. Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie et développer ses liens avec la société et l'économie.
2. Évaluer et améliorer les résultats de l'enseignement.
3. Favoriser un enseignement de qualité.
4. Repenser l'enseignement supérieur dans une économie mondiale.
5. Renforcer la cohésion sociale par la formation.
6. Construire un avenir nouveau pour l'éducation.